



GEORGE H.W. BUSH

PRESIDENTIAL LIBRARY & MUSEUM

Public Papers

Discours Avant une Session Conjointe du Congrès sur la Crise du Golfe Persique et le Déficit du Budget Fédéral

1990-09-11

Monsieur le Président, Monsieur le Président et Mesdames et Messieurs les membres du Congrès des États-Unis, distingués invités, chers collègues américains, je vous remercie beaucoup pour cet accueil chaleureux. Nous nous réunissons ce soir, témoins d'événements dans le golfe Persique aussi importants que tragiques. Dans les premières heures du matin du 2 août, suite aux négociations et aux promesses du dictateur irakien Saddam Hussein de ne pas utiliser la force, une puissante armée irakienne a envahi son voisin, le Koweït. En 3 jours, 120 000 soldats irakiens avec 850 chars ont afflué au Koweït et se sont déplacés vers le sud pour menacer l'Arabie Saoudite. C'est alors que j'ai décidé d'agir pour vérifier cette agression.

En ce moment, nos braves soldats et femmes veillent dans ce désert lointain et sur des mers lointaines, côte à côte avec les forces de plus de 20 autres nations. Ils sont parmi les meilleurs hommes et femmes des États-Unis d'Amérique. Et ils font un travail formidable. Ces vaillants Américains étaient prêts à tout moment à quitter leurs conjoints et leurs enfants, pour servir en première ligne à l'autre bout du monde. Ils nous rappellent qui maintient l'Amérique forte: ils le font. Dans les circonstances difficiles du Golfe, le moral de nos militaires est excellent. Face au danger, ils sont courageux, bien entraînés et dévoués.

Un soldat, le Soldat de Première Classe Wade Merritt de Knoxville, Tennessee, maintenant en poste en Arabie saoudite, a écrit à ses parents ses soucis, son amour de la famille et son espoir de paix. Mais Wade a également écrit, Je suis fier de mon pays et de sa position ferme contre les agressions inhumaines. Je suis fier de mon armée et de ses hommes. Je suis fier de servir mon pays Eh bien, permettez-moi de dire, Wade, l'Amérique est fière de vous et est reconnaissante envers chaque soldat, marin, marin et aviateur servant la cause de la paix dans le golfe Persique. Je tiens également à remercier le Président des Chefs d'état-major conjoints, le Général Powell; les Chefs ici ce soir; notre commandant dans le Golfe Persique, le Général Schwartzkopf; et les hommes et les femmes du Département de la Défense. Quel magnifique travail vous faites tous. Et merci beaucoup, beaucoup d'un peuple reconnaissant. J'aimerais pouvoir dire que leur travail est terminé. Mais nous savons tous que ce n'est pas le cas.

Donc, s'il y avait un temps pour mettre le pays avant soi et le patriotisme avant le parti, le temps est maintenant. Et permettez-moi de remercier tous les Américains, en particulier ceux qui sont ici ce soir, pour votre soutien à nos forces armées et pour leur mission. Ce soutien sera encore plus important dans les jours à venir. Donc, ce soir, je veux vous parler de ce qui est en jeu - ce que nous devons faire ensemble pour défendre les valeurs civilisées dans le monde et maintenir notre force économique chez nous.

Nos objectifs dans le golfe Persique sont clairs, nos objectifs sont définis et familiers: L'Irak doit se retirer du Koweït complètement, immédiatement et sans condition. Le gouvernement légitime du Koweït doit être rétabli. La sécurité et la stabilité du golfe Persique doivent être assurées. Les citoyens américains à l'étranger doivent être protégés. Ces objectifs ne sont pas les nôtres seuls. Ils ont été approuvés par le Conseil de sécurité des Nations Unies cinq fois en autant de semaines. La plupart des pays partagent notre préoccupation de principe. Et beaucoup ont un intérêt dans la stabilité du golfe Persique. Ce n'est pas, comme Saddam Hussein l'aurait fait, les États-Unis contre l'Irak. C'est l'Irak contre le monde.

Comme vous le savez, je viens de rentrer d'une réunion très productive avec le Président soviétique Gorbatchev. Et je suis heureux que nous travaillions ensemble pour construire une nouvelle relation. À Helsinki, notre déclaration commune a affirmé au monde notre détermination commune à contrer la menace que l'Iraq fait peser sur la paix. Permettez-moi de citer: Nous sommes unis dans la conviction que l'agression de l'Irak ne doit

pas être tolérée. Aucun ordre international pacifique n'est possible si les grands États peuvent dévorer leurs petits voisins. Il est clair qu'un dictateur ne peut plus compter sur la confrontation Est-Ouest pour entraver l'action concertée des Nations Unies contre l'agression. Un nouveau partenariat entre les nations a commencé.

Aujourd'hui, nous sommes à un moment unique et extraordinaire. La crise dans le golfe Persique, aussi grave soit-elle, offre également une occasion rare de progresser vers une période historique de coopération. En ces temps troublés, notre cinquième objectif - un nouvel ordre mondial - peut émerger: une nouvelle ère - plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. Cent générations ont cherché ce chemin insaisissable vers la paix, tandis que mille guerres ont fait rage à travers la durée de l'effort humain. Aujourd'hui, ce nouveau monde a du mal à naître, un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où l'état de droit supplante l'état de la jungle. Un monde dans lequel les nations reconnaissent la responsabilité partagée de la liberté et de la justice. Un monde où les forts respectent les droits des faibles. Telle est la vision que j'ai partagée avec le président Gorbatchev à Helsinki. Lui et d'autres dirigeants d'Europe, du Golfe et du monde entier comprennent que la façon dont nous gérons cette crise pourrait façonner l'avenir pour les générations à venir.

Le test auquel nous sommes confrontés est grand, tout comme les enjeux. C'est le premier assaut sur le nouveau monde que nous recherchons, le premier test de notre courage. Si nous n'avons pas répondu à cette première provocation avec clarté, si nous ne continuons pas à démontrer notre détermination, ce serait un signal aux despotes actuels et potentiels dans le monde entier. L'Amérique et le monde doivent défendre des intérêts vitaux communs - et nous le ferons. L'Amérique et le monde doivent soutenir l'état de droit - et nous le ferons. L'Amérique et le monde doivent résister à l'agression - et nous le ferons. Et une chose de plus: Dans la poursuite de ces objectifs, l'Amérique ne sera pas intimidée.

Des questions de principe sont en jeu. Saddam Hussein essaie littéralement d'effacer un pays de la surface de la Terre. Nous n'exagérons pas. Nous n'exagérons pas non plus quand nous disons que Saddam Hussein échouera. Les intérêts économiques vitaux sont également en danger. L'Irak contrôle lui-même environ 10 pour cent des réserves mondiales de pétrole. L'Irak et le Koweït contrôlent deux fois plus que cela. Un Irak autorisé à avaler le Koweït aurait la puissance économique et militaire, ainsi que l'arrogance, pour intimider et contraindre ses voisins - des voisins qui contrôlent la part du lion des réserves de pétrole restantes du monde. Nous ne pouvons pas permettre qu'une ressource si vitale soit dominée par une aussi impitoyable. Et nous ne le ferons pas.

Les événements récents ont sûrement prouvé qu'il n'y a pas de substitut au leadership américain. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et de la fiabilité américaine. Que personne ne doute de notre capacité de résistance. Nous serons aux côtés de nos amis. D'une manière ou d'une autre, le dirigeant irakien doit apprendre cette vérité fondamentale. Dès le départ, agissant main dans la main avec d'autres, nous avons cherché à façonner la réponse internationale la plus large possible à l'agression de l'Iraq. Le niveau de coopération mondiale et de condamnation de l'Iraq est sans précédent. Des forces armées de pays couvrant quatre continents sont présentes à la demande du roi Fahd d'Arabie Saoudite pour dissuader et, si nécessaire, pour se défendre contre les attaques. Musulmans et non musulmans, Arabes et non-Arabes, soldats de nombreuses nations se tiennent côte à côte, résolus contre les ambitions de Saddam Hussein.

Nous pouvons maintenant citer cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnent l'agression iraquienne. Ils appellent au retrait immédiat et inconditionnel de l'Iraq, au rétablissement du gouvernement légitime du Koweït et rejettent catégoriquement la tentative cynique et égoïste de l'Iraq d'annexer le Koweït. Enfin, l'ONU a exigé la libération de tous les ressortissants étrangers pris en otage contre leur gré et en violation du droit international. C'est une moquerie de la décence humaine d'appeler ces gens (les guests.) Ce sont des otages, et le monde entier le sait.

Le Premier ministre Margaret Thatcher, une alliée fiable, a tout dit: "Savons les otages. Nous ne négocions pas sur les otages. Nous ne nous abaisserons pas au niveau de l'utilisation des êtres humains comme monnaie d'échange jamais." Bien sûr, bien sûr, nos cœurs vont aux otages et à leurs familles. Mais notre politique ne peut pas changer, et elle ne changera pas. L'Amérique et le monde ne seront pas soumis au chantage par cette politique impitoyable.

Nous sommes maintenant en vue d'une Organisation des Nations Unies qui fonctionne comme prévu par ses fondateurs. Nous devons beaucoup à la direction remarquable du Secrétaire général Javier Perez de Cuellar. L'ONU appuie ses paroles par l'action. Le Conseil de sécurité a imposé des sanctions économiques obligatoires à

L'Iraq, destinées à forcer l'Iraq à renoncer au butin de sa conquête illégale. Le Conseil de sécurité a également pris la mesure décisive d'autoriser l'utilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer le respect de ces sanctions. Avec nos amis et alliés, les navires de la Marine des États-Unis patrouillent actuellement dans les eaux du Moyen-Orient. Ils ont déjà intercepté plus de 700 navires pour appliquer les sanctions. Trois dirigeants régionaux avec qui j'ai parlé hier m'ont dit que ces sanctions fonctionnaient. L'Irak ressent la chaleur. Nous continuons d'espérer que l'Irakles dirigeants recalculeront exactement ce que leur agression leur a coûté. Ils sont coupés du commerce mondial, incapables de vendre leur pétrole. Et seule une infime fraction des marchandises passe à travers.

Le communiqué avec le Président Gorbatchev mentionne ce qui se passe lorsque l'embargo est si efficace que les enfants d'Irak ont littéralement besoin de lait ou que les malades ont vraiment besoin de médicaments. Ensuite, sous une surveillance internationale stricte qui garantit la bonne destination, la nourriture sera autorisée.

À la maison, le coût matériel de notre leadership peut être élevé. C'est pourquoi le secrétaire d'État Baker et le secrétaire au Trésor Brady ont rencontré de nombreux dirigeants mondiaux pour souligner que le fardeau de cet effort collectif doit être partagé. Nous sommes prêts à faire notre part et plus encore pour aider à porter cette charge; nous insistons pour que les autres fassent aussi leur part.

La réponse de la plupart de nos amis et alliés a été bonne. Pour aider à couvrir les coûts, les dirigeants de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des EAU - les Émirats Arabes Unis - se sont engagés à fournir à nos troupes déployées toute la nourriture et le carburant dont elles ont besoin. Une aide généreuse sera également fournie aux nations de première ligne, telles que la Turquie et l'Égypte. Je suis également encouragé de signaler que cette réponse internationale s'étend aux victimes les plus démunies de ce conflit - ces réfugiés. Pour notre part, nous avons contribué des millions pour les efforts de secours. Ce n'est qu'une partie de ce qui est nécessaire. Je félicite en particulier l'Arabie saoudite, le Japon et plusieurs pays européens qui se sont joints à nous dans cet effort purement humanitaire.

Il y a aussi un coût lié à l'énergie à supporter. Les pays producteurs de pétrole remplacent déjà la production irakienne et koweïtienne perdue. Plus de la moitié de ce qui a été perdu a été rattrapé. Et nous obtenons une superbe coopération. Si les producteurs, y compris les États-Unis, poursuivent les mesures visant à accroître la production de pétrole et de gaz, nous pourrions stabiliser les prix et garantir contre les difficultés. De plus, nous et plusieurs de nos alliés avons toujours la possibilité d'extraire du pétrole de nos réserves stratégiques de pétrole si les conditions le justifient. Comme je l'ai déjà souligné, les efforts de conservation sont essentiels pour maintenir nos besoins énergétiques aussi bas que possible. Et nous devons ensuite tirer parti de nos sources d'énergie à tous les niveaux: charbon, gaz naturel, hydroélectricité et nucléaire. Notre incapacité à faire ces choses nous a rendus plus dépendants du pétrole étranger que jamais auparavant. Enfin, que personne n'envisage même de profiter de cette crise. Nous ne l'aurons pas.

Je ne peux pas prédire combien de temps il faudra pour convaincre l'Iraq de se retirer du Koweït. Les sanctions prendront du temps pour avoir leur plein effet escompté. Nous continuerons à examiner toutes les options avec nos alliés, mais que ce soit clair: nous ne laisserons pas cette agression se maintenir.

Notre intérêt, notre implication dans le Golfe ne sont pas transitoires. Il a précédé l'agression de Saddam Hussein et y survivra. Bien après que toutes nos troupes soient rentrées chez elles - et nous espérons tous que ce sera bientôt, très bientôt - les États-Unis auront un rôle durable à jouer pour aider les nations du golfe Persique. Notre rôle alors: dissuader les agressions futures. Notre rôle est d'aider nos amis dans leur propre auto-défense. Et autre chose: freiner la prolifération des technologies chimiques, biologiques, balistiques et, surtout, nucléaires.

Permettez-moi également de préciser que les États-Unis n'ont pas de querelle avec le peuple irakien. Notre querelle est avec le dictateur irakien et avec son agression. L'Iraq ne sera pas autorisé à annexer le Koweït. Ce n'est pas une menace, ce n'est pas une vantardise, c'est juste comme ça que ça va être.

Notre capacité à fonctionner efficacement comme une grande puissance à l'étranger dépend de la façon dont nous nous conduisons chez nous. Notre économie, nos Forces armées, notre dépendance énergétique et notre cohésion déterminent si nous pouvons aider nos amis et résister à nos ennemis. Pour que l'Amérique dirige, l'Amérique doit rester forte et vitale. Notre leadership mondial et notre force intérieure sont mutuels et se renforcent; une pièce tissée, fortement liée à Old Glory. Pour revitaliser notre leadership, notre capacité de leadership, nous devons combler notre déficit budgétaire - pas après le jour des élections ou l'année prochaine, mais maintenant.

La hausse des prix du pétrole ralentit notre croissance, et la hausse des coûts de défense ne ferait qu'aggraver notre problème de déficit budgétaire. Ce déficit était déjà supérieur à ce qu'il aurait dû être - 2 milliards prévus pour l'année à venir. Il doit - il va - être réduit.

À mes amis du Congrès, ensemble, nous devons agir ce mois-ci - avant le début du prochain exercice le 1er octobre - pour mettre de l'ordre dans la maison économique de l'Amérique. La situation dans le Golfe nous aide à réaliser que nous sommes plus vulnérables économiquement que nous ne devrions jamais l'être. Les Américains ne doivent plus jamais entrer dans une crise, économique ou militaire, avec une dépendance excessive au pétrole étranger et un fardeau excessif de la dette fédérale.

La plupart des Américains sont malades et fatigués des batailles sans fin au Congrès et entre les branches sur les questions budgétaires. Il est grand temps de nous ressaisir et de bien faire le travail. C'est à nous de régler ça. Ce travail comporte quatre parties de base. Premièrement, le Congrès devrait, ce mois-ci, dans le cadre d'un accord budgétaire, adopter des mesures fiscales axées sur la croissance - pour aider à éviter la récession à court terme et à accroître l'épargne, l'investissement, la productivité et la compétitivité à long terme. Ces mesures comprennent l'extension des incitations à la recherche et à l'expérimentation; l'élargissement de l'utilisation des IRA pour les nouveaux propriétaires; l'établissement de comptes d'épargne familiale à imposition différée; la création d'incitations à la création de zones d'entreprise et d'initiatives pour encourager davantage de forage intérieur; et, oui, la réduction du taux d'imposition sur les gains en capital.

Et deuxièmement, le Congrès devrait, ce mois-ci, adopter un programme de défense pluriannuel prudent, qui reflète non seulement l'amélioration des relations Est-Ouest, mais aussi nos responsabilités plus larges pour faire face aux risques continus d'action illégale et de conflit régional. Même avec nos obligations dans le Golfe, un budget de défense solide peut avoir une certaine réduction en termes réels; et nous sommes prêts à accepter cela. Mais aller au-delà de ces niveaux, où couper la défense menacerait notre marge de sécurité vitale, est quelque chose que je n'accepterai jamais. Le monde est toujours dangereux. Et c'est clair maintenant. La stabilité n'est pas sûre. Les intérêts américains sont de grande portée. L'interdépendance s'est accrue. Les conséquences de l'instabilité régionale peuvent être mondiales. Ce n'est pas le moment de risquer la capacité de l'Amérique à protéger ses intérêts vitaux.

Et troisièmement, le Congrès devrait, ce mois-ci, adopter des mesures pour augmenter la production d'énergie domestique et la conservation de l'énergie afin de réduire la dépendance au pétrole étranger. Ces mesures devraient inclure mes propositions visant à accroître les incitations à l'exploration pétrolière et gazière nationale, au changement de carburant et à accélérer le développement des ressources énergétiques de l'Alaska sans endommager la faune. Comme vous le savez, lorsque l'embargo sur le pétrole a été imposé au début des années 1970, les États-Unis ont importé près de 6 millions de barils de pétrole par jour. Cette année, avant l'invasion irakienne, les importations des États-Unis étaient passées à près de 8 millions de barils par jour. Et nous étions allés dans la mauvaise direction. Et maintenant, nous devons agir pour corriger cette tendance.

Et quatrièmement, le Congrès devrait, ce mois-ci, adopter un programme de 5 ans pour réduire la dette et les déficits projetés de 0 milliard - soit d'un demi-billion de dollars. Et si, avec le Congrès, nous pouvons développer un programme satisfaisant d'ici la fin du mois, nous pouvons éviter la hache de séquestration - des coupes transversales profondes qui menaceraient notre capacité militaire et risqueraient des perturbations nationales substantielles. Je veux être en mesure de dire au peuple américain que nous avons vraiment résolu le problème du déficit. Et pour ce faire, un accord budgétaire doit répondre à ces critères: Il doit inclure les mesures que j'ai recommandées pour augmenter la croissance économique et réduire la dépendance au pétrole étranger. Il doit être juste. Tous devraient contribuer, mais le fardeau ne devrait pas être excessif pour un groupe de programmes ou de personnes. Il doit répondre à la croissance du gouvernements passifs cachés. Il doit réformer le processus budgétaire et, en outre, il doit être réel.

J'exhorte le Congrès à me fournir un programme complet de réduction du déficit de 5 ans en tant que paquet législatif complet, avec des mesures pour s'assurer qu'il peut être pleinement appliqué. L'Amérique est fatiguée d'une fausse réduction du déficit ou de plans d'épargne maintenant. Il est temps pour un programme crédible et réel. Et enfin, dans la mesure où le programme de réduction du déficit comprend de nouvelles mesures de recettes, il doit éviter toute mesure qui menacerait la croissance économique ou nous ramènerait vers l'époque de la punition des taux d'imposition sur le revenu. C'est une voie que nous ne devrions pas emprunter à nouveau.

J'ai été satisfait des progrès récents, même s'ils n'ont pas toujours semblé aussi fluides. Mais maintenant il est temps de produire. J'espère que nous pourrions élaborer un plan responsable. Mais avec ou sans accord du sommet budgétaire, je demande aux deux Chambres du Congrès d'autoriser un vote direct sur un paquet complet de réduction du déficit de 0 milliard au plus tard le 28 septembre. Si le Congrès ne peut pas m'obtenir un budget, alors les Américains devront faire face à un séquestre dur et mandaté. J'espère, en fait, que le Congrès fera ce qu'il doit faire. Et je peux vous assurer que nous, au sein du pouvoir exécutif, ferons notre part.

En dernière analyse, notre capacité à assumer nos responsabilités à l'étranger dépend de la volonté politique et du consensus au pays. Cela n'est jamais facile dans les démocraties, car nous ne gouvernons qu'avec le consentement des gouvernés. Et bien que les gens libres dans une société libre soient tenus d'avoir leurs différences, les Américains se réunissent traditionnellement en période d'adversité et de défi.

Une fois de plus, les Américains se sont avancés pour partager un adieu en larmes avec leurs familles avant de partir pour un rivage étrange et lointain. En ce moment même, ils servent avec les Arabes, les Européens, les Asiatiques et les Africains pour défendre les principes et le rêve d'un nouvel ordre mondial. C'est pourquoi ils transpirent et travaillent dur dans le sable, la chaleur et le soleil. S'ils peuvent se rassembler dans une telle adversité, si de vieux adversaires comme l'Union soviétique et les États-Unis peuvent travailler dans une cause commune, alors nous qui sommes si chanceux d'être dans cette grande Chambre - Démocrates, Républicains, libéraux, conservateurs - pouvons nous réunir pour assumer nos responsabilités ici. Merci. Bonne nuit. Et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique.

Note: Le Président a pris la parole à 9 h 09 dans la Chambre du Capitole. Il a été présenté par Thomas S. M. Foley, Président de la Chambre des représentants. L'adresse a été diffusée en direct à la télévision et à la radio nationales.

BUSH41

BUSH SCHOOL

MAGASIN

GEORGE BUSH PRESIDENTIAL LIBRARY AND MUSEUM

1000 George Bush Drive Ouest
College Station, TX 77845

Téléphone: (979) 691-4004
Télécopieur: (979) 691-4050
ATS: (979) 691-4091

HEURES DE SALLE

(PAR RENDEZ-VOUS CONFIRMÉ SEULEMENT ET DEMANDÉ AU MOINS 24 HEURES AVANT)

Lundi - Vendredi, 9h30 à 4h00.

Les archivistes de la bibliothèque ne tireront pas de nouveaux matériaux après 2h30

Fermé tous les jours fériés fédéraux des États-Unis, la semaine de Thanksgiving et la semaine de Noël.

Confidentialité

Contact